

Peut-on défendre le populisme ?

□ À propos de : Chantal Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, Albin Michel

Le populisme, explique Ch. Mouffe dans un manifeste, est une stratégie pour conquérir le pouvoir qui consiste à opposer le peuple aux élites afin de lutter contre l'hégémonie néolibérale. Mais cette stratégie tourne délibérément le dos à tous les principes qui ont construit la démocratie moderne.

Chantal Mouffe, professeure au département de sciences politiques et de relations internationales à l'université de Westminster, propose, dans le prolongement de ses écrits, une synthèse de (qui est en même temps une variation sur) ses principales thèses. Elle n'en est pas à son coup d'essai, car elle travaille sur la question du populisme depuis les années 1980 dans le sillage des réflexions qu'elle a pu mener avec Ernesto Laclau. L'auteure prend soin de préciser le statut de son texte à mi-chemin entre théorie et intervention. Cet ouvrage peut être considéré comme un manifeste pour un "populisme de gauche". Au-delà du cadre strictement académique au sein duquel elles se placent, ces thèses revêtent une importance particulière du fait de l'écho qu'elles reçoivent dans le monde militant, notamment, en France, au sein de la France Insoumise par exemple (elle était invitée aux côtés de MM. Ruffin et Bompard à l'Université d'été 2017 de la France Insoumise et elle cite ce parti comme exemple de la stratégie populiste qu'elle revendique).

Se situant dans le sillage de Gramsci, Mouffe s'oppose tant au marxisme classique (elle conteste le concept substantiel de classe sociale) qu'à la démocratie délibérative (car elle dénonce le caractère fictif d'une position rationnelle et neutre) et à la démocratie directe (parce qu'elle estime que le combat politique doit se structurer dans des formes d'engagements collectifs). Ainsi, l'intérêt de son approche est d'une part de donner un cadre théorique à une approche politique souvent contestée du fait de son manque d'articulation et de pertinence. D'autre part, en raison de l'interprétation qu'elle en livre, elle espère pouvoir faire du populisme une stratégie compatible avec la démocratie libérale et pluraliste moderne.

Mais cet aspect, sans doute le plus original de sa proposition, n'est-il pas en même temps le plus problématique ? Si l'on entend par "populisme" une stratégie politique qui consiste à unifier un peuple dans son opposition collective aux élites, à l'oligarchie ou à une "hégémonie", les conditions de la délibération démocratique ne sont-elles pas mises en péril du même coup par le rejet principal de certains arguments posés, a priori (et souvent sans autre forme d'analyse), comme ceux des adversaires ?

La capacité de la stratégie agonistique (nous contre eux) à mobiliser un électorat contre un adversaire commun, n'empêche-t-elle pas l'existence d'une place publique au sein de laquelle se discute rationnellement l'ensemble des idéaux de justice et s'examinent de façon ouverte les différentes modalités de leur réalisation ? Une conception irréductiblement conflictuelle et passionnelle du politique ne ruine-t-elle pas, de ce fait, une grande partie des idéaux de rationalité qui sous-tendent les démocraties libérales modernes depuis le siècle de Lumières ?

Le populisme : une stratégie agonistique

Le populisme que propose Mouffe, loin d'être un programme politique clef en main, se donne comme une stratégie politique de conquête du pouvoir. L'idée de promouvoir une stratégie populiste peut sembler étrange tant il est vrai que le populisme pâtit d'une image très négative en ce qu'il fait référence aux attitudes politiques les moins fondées sur le plan normatif, faisant appel à des passions belliqueuses et souvent dévastatrices. Pour Chantal Mouffe, le populisme est autant un objet d'étude académique qu'une stratégie politique qu'elle propose aux partis de gauche. Étant donné le caractère explosif et provocateur de l'usage de cette catégorie, on peut se demander si elle parvient sinon à la blanchir, du moins à montrer qu'il est pertinent de la mobiliser dans le cadre d'une stratégie politique de gauche.

Notons, d'abord, que Chantal Mouffe, reprenant les analyses d'Ernesto Laclau dans *La raison populiste*, propose une définition du populisme censée lui enlever toute sa charge négative pour en offrir un contenu conceptuel axiologiquement neutre. Elle fait du populisme une stratégie "établissant une frontière politique qui divise la société en deux camps et appelle 'ceux d'en bas' à se mobiliser contre 'ceux qui sont au pouvoir'" (p. 23). L'idée serait donc de systématiser la "théorie du partisan" de Carl Schmitt en admettant qu'il n'y a d'engagement politique que par et à travers une opposition structurante entre "eux" (ceux d'en-haut) et "nous" (le peuple).

Mais la différence que Mouffe pose entre son approche et celle de Carl Schmitt est importante : il ne s'agit pas de penser un antagonisme (dialectique ami-ennemi) mais un agonisme entre opposants ou adversaires au sein de l'arène démocratique. Pour elle, l'antagonisme à la Schmitt signifie que les autres (les ennemis) remettent en cause notre existence et doivent donc être supprimés dans une lutte à mort. À l'inverse, l'agonisme qu'elle porte implique que les autres (les opposants) partagent avec soi une allégeance commune aux principes démocratiques tout en étant en désaccord sur le sens à leur accorder. Les adversaires s'affrontent alors parce qu'ils veulent que leur interprétation de ces principes devienne hégémonique. Ce faisant, elle prétend certainement également contester la perspective révolutionnaire marxiste cristallisée dans le concept d'ennemi de classe. Dans le modèle démocratique proposé par Mouffe, il n'y a plus d'ennemis mais seulement des adversaires au sein d'une même arène démocratique. De cette manière, elle estime montrer que sa conception du populisme est compatible avec les démocraties libérales modernes.

Le peuple contre l' "hégémonie" néolibérale

Le néolibéralisme s'est installé depuis les années 1970 sous la figure, notamment, du thatchérisme, et s'impose à travers l'idée qu'il n'y a pas d'alternative au gouvernement de et par l'économie libérale de marché. Or le consensus récent de toutes les sensibilités politiques autour de cette idée inscrirait notre époque dans l'ère de la post-politique et de la post-démocratie : l'essentiel du débat aurait été retranché à la discussion du fait que l'essentiel du pouvoir serait dans les mains d'une seule et même caste défendant fondamentalement le même ordre des choses. Pourtant, l'auteur l'affirme, l'hégémonie néolibérale "a fonctionné un temps, mais après des années d'une hégémonie incontestée, le néolibéralisme est désormais en crise et il devient possible pour la gauche de construire un ordre hégémonique alternatif" (p. 56). Mouffe n'explique pas réellement pourquoi le néolibéralisme est en crise même si, implicitement, elle semble dire que le recul des acquis sociaux du fait de l'hégémonie néolibérale a outrepassé un seuil d'acceptabilité pour les populations en ayant subi les conséquences néfastes. Ce phénomène social d'apparition de résistances multiples à l'affirmation de l'hégémonie néolibérale est précisément ce qui la met en crise. C'est sur la multiplication de ces résistances que le populisme de gauche doit s'appuyer en leur donnant la forme d'un même combat pour une hégémonie nouvelle.

L'appel au populisme serait alors une stratégie de retour à la conflictualité comme principe de formation du débat public. Mouffe se dit, à ce titre, favorable à une radicalisation démocratique. Si l'expression de "démocratie radicale" semble faire signe vers des formes plus horizontales et directes de pratiques démocratiques, ce n'est pas le sens qu'elle revêt chez Mouffe. La notion de radicalité désigne, pour elle, le refus d'une conception neutraliste et rationaliste du débat démocratique au profit d'une conception agonistique de celui-ci visant à faire surgir des points d'opposition radicaux et à les pluraliser au sein de l'arène démocratique. Elle prend donc bien soin de distinguer sa conception de la démocratie radicale de la perspective communaliste, de l'analyse de Hardt et Negri ou encore de la référence au tirage au sort. Sa conception, au contraire, affirme la nécessité du recours à la représentation et à l'organisation des luttes dans la forme d'un parti.

Construire un peuple

La crise de l'hégémonie néolibérale réunit les conditions d'un renouveau agonistique de la vie démocratique. C'est l'opposition à l'oligarchie néolibérale qui lui donne les moyens de se constituer en sujet d'action collective. Mais de quelle nature est ce peuple qui s'unifierait contre l'hégémonie néolibérale ? L'approche de Mouffe est sur ce plan constructiviste et anti-essentialiste. Le peuple n'est pas un être donné mais un agent constitué. Elle s'oppose donc à l'idée selon laquelle il existerait un peuple unifié par une identité ou une volonté commune déjà données.

Tout l'enjeu d'un populisme de gauche serait alors *"dans un processus d'articulation en vertu duquel une équivalence est établie entre une multiplicité de demandes hétérogènes, mais d'une manière qui maintient la différenciation interne au groupe"* (p. 92). À l'opposé des courants libertaires envisageant une auto-organisation horizontale (type mouvement des communs), la construction du peuple, pour Mouffe, en passe par une nécessaire verticalité assurée, bien souvent, par l'unification du groupe derrière un leader (p. 102). Elle aborde très rapidement ce point (p. 103) et semble en minorer les risques en affirmant que cette verticalité ne ferait pas courir le risque de l'autoritarisme si le chef apparaît comme *primus inter pares*. Le risque d'autoritarisme antidémocratique n'est pas ce qui intéresse Mouffe ici. Le recours au chef semble plutôt répondre à la difficulté que représente l'éternel problème politique de l'unification d'une pluralité de demandes hétérogènes dans un même combat politique en mobilisant la figure du *leader* comme Rousseau celle du législateur. Or, cette solution semble poser autant de problèmes qu'elle n'en règle.

Stratégiquement, l'unification du peuple sous l'égide d'un *leader* ne pourrait pas se limiter à l'État-Nation, mais devrait prioritairement se faire en son sein (p. 103) car l'État-Nation resterait le niveau le plus pertinent de l'organisation politique. Des formes de patriotisme (non-nationalistes) pourraient, en ce sens, être vectrices de l'investissement libidinal qui nourrit les formes de l'engagement politique. En effet, il ne faut pas négliger le rôle des affects dans le processus d'identification du peuple par lequel il se réunit dans la forme d'une communauté politique. Ainsi, *"une stratégie populiste de gauche vise la cristallisation d'une volonté collective soutenue par des affects communs aspirant à un ordre plus démocratique"* (p. 110).

Le populisme est-il une stratégie d'extrême droite ?

On a coutume d'appliquer le concept de populisme à l'extrême droite dans la mesure où beaucoup des mouvements qui la composent s'appuient sur l'agrégation des mécontentements des classes les plus défavorisées en proposant des solutions censément neuves et miraculeuses. Mais, Mouffe, anticipant les critiques qui refuseraient sa proposition en ce qu'elle conduirait la gauche à *"flirter"* dangereusement avec l'extrême droite, affirme qu'au lieu de diaboliser le populisme droitier qui ne cesse

de se renforcer une Europe (Mouffe s'attache en particulier aux démocraties de l'ancien bloc de l'ouest, car elle estime que les questions politiques ne se posent pas exactement dans les mêmes termes pour beaucoup de pays d'Europe de l'Est), la gauche ferait mieux d'adopter la même stratégie que les mouvements d'extrême droite comme le Rassemblement National (que l'auteur n'analyse pas réellement dans cet ouvrage) pour agréger toutes les demandes insatisfaites. De la sorte, la gauche se donnerait les moyens de redevenir une force de transformation politique car *"tous les populismes visent à fédérer des demandes insatisfaites"* (p. 40).

L'auteur y insiste, il existe une version du populisme de gauche car les différentes formes du populisme ne fédèrent pas les demandes insatisfaites du peuple de la même manière. *"La différence tient à l'élaboration de ce 'nous' et à la façon dont l'adversaire, le 'eux', se trouve défini"* (p. 40). Ce qui distingue alors le populisme de gauche du populisme de droite ne tient pas tant à la stratégie d'agrégation des demandes insatisfaites qu'à la manière dont se polarise en leur sein l'opposition "nous"/"eux" : *"il est important de souligner que s'il articule de nombreuses résistances à la post-démocratie, le populisme de droite ne présente pas nécessairement l'adversaire du peuple comme étant constitué par les forces du néolibéralisme"* (p. 40). Le peuple dont le populisme de droite se revendique est le peuple des nationaux au contraire du populisme de gauche qui se préoccupe prioritairement des demandes d'égalité en cherchant à agréger toutes les demandes démocratiques dont l'ennemi commun serait *"l'oligarchie"* économique.

Mais la tentative de Mouffe pour distinguer un populisme de droite d'un populisme de gauche ne semble pas entièrement convaincante. Le Rassemblement national, par exemple, mobilise un discours anti-oligarchie et propose un programme social pour donner le sentiment de répondre aux demandes, restées lettre morte, des plus défavorisés. Même si ce discours est souvent démenti par les faits (les députés RN, par exemple, s'opposent souvent aux mesures sociales comme la hausse du SMIC), il n'empêche que la stratégie populiste d'extrême-droite s'appuie bel et bien sur un volet social. De ce point de vue, ce n'est pas tant la question sociale que la prise en compte des revendications des minorités discriminées et racisées qui pourrait, peut-être, faire la différence entre la gauche et l'extrême droite en matière de populisme.

Un projet normatif contradictoire ?

Ce texte reprend et synthétise de façon claire et vive les thèses de Mouffe. On pourra regretter que, pour cela, elle doive passer sous silence certaines subtilités conceptuelles qui structurent sa théorie. Cela tend à rendre parfois l'argumentation plus fragile. Mais c'est le principe d'un tel exercice. L'ouvrage permet néanmoins à ceux qui voudraient avoir une introduction accessible à sa pensée de le faire.

Le projet de Mouffe est de revitaliser et de radicaliser une démocratie exsangue du fait d'un consensus néolibéral non questionné et non questionnable. De ce point de vue, son appel à l'agonisme rend à la fois compte du fait qu'il ne peut exister de politique que s'il existe des points de vue irréductiblement hétérogènes qui cristallisent des oppositions politiques favorables au débat (combat ?) démocratique. Ces oppositions mettent face à face deux hégémonies ne pouvant cohabiter. Mais une telle approche où l'affirmation politique d'un camp ne peut exister que par la destruction de l'affirmation politique du camp adverse semble décrire une situation révolutionnaire pas si éloignée, paradoxalement, de l'antagonisme qu'elle récuse.

Pourtant le projet de Mouffe est moins de décrire un mouvement révolutionnaire que de donner une stratégie à la gauche au sein des démocraties libérales modernes. Or, on peut se demander si elle parvient à atteindre cet objectif. On peut, par exemple, légitimement s'interroger sur ce qu'il reste des

partis dès lors que le mouvement qu'elle appelle de ses vœux prend la forme de la révolte du peuple contre les élites derrière un *leader*. Les partis ne sont-ils pas, au contraire, le lieu de l'élaboration d'une conscience politique qui dépasse l'unification agonistique (contre l'oligarchie) pour se convertir en un projet de société ? Or, en se focalisant sur la dimension conflictuelle et essentiellement oppositionnelle de la constitution du champ politique, Mouffe semble minorer le rôle des idéaux universels et de l'argumentation raisonnée dans la structuration de l'engagement politique. De ce fait, son populisme semble difficilement pouvoir se glisser, comme elle semble le défendre, dans l'espace des démocraties libérales modernes.

Il est vrai que Mouffe récuse l'approche démocratique délibérative et c'est d'ailleurs ce qui fait la grande originalité de son projet. Loin de l'individualisme et du rationalisme, elle estime que l'espace politique est traversé de conflits et de passions rivales non réductibles dans l'élément de la neutralité délibérative, ni dans l'explication classiste des antagonismes socio-économiques. Cette thèse, quelque originale et stimulante qu'elle soit, pose une série de problèmes sur lesquels il n'y a pas lieu ici de débattre mais nous pouvons au moins en relever certains.

La notion de peuple, en philosophie politique, désigne le corps des citoyens : existe-t-il ou non ? S'il n'existe pas, peut-il y avoir une démocratie sans *démos* ? C'est certainement en ce sens que Mouffe prend ce terme. Mais elle en use non sans une ambiguïté constante, car elle semble également désigner par le terme "*peuple*" la partie de la société qui se juge opprimée par l'hégémonie néolibérale et qui se soulève contre l'oligarchie. De ce fait, le peuple cesse d'être un ensemble civique universel pour devenir une classe de la société luttant contre une autre. Cette tension me semble illustrer la difficulté même du projet de Mouffe, écartelé entre l'universalisme des démocraties libérales modernes et la continuation de la politique pensée dans sa forme révolutionnaire. D'autre part, le recours au *leader* pour unifier les demandes et revendications hétérogènes du peuple dans un même mouvement, conduit à appuyer l'existence de l'affrontement démocratique contre l'hégémonie néolibérale sur la négation de la démocratie interne au parti ou au mouvement politique : il suffit de penser aux menaces sur les libertés politiques qu'a fait encourir la figure du guide du peuple dans l'histoire. Que faire du guide une fois que la nouvelle hégémonie a enfin triomphé : le conserver au risque de l'autoritarisme, ou bien l'abandonner au risque de voir réapparaître l'hétérogénéité des demandes qu'il était parvenu à surmonter ? Ne vaut-il pas mieux, dans ce cas, réunir des citoyens sous des idées communes plutôt que sous un chef (par défaut d'idées communes) ?

Cette tension qui travaille le projet de Mouffe s'exprime enfin dans la conception d'un espace démocratique pensé à partir d'une opposition entre un "*eux*" et un "*nous*" sans horizon de dépassement. Une telle approche fait primer l'opposition entre positions opposées sur l'élaboration d'une raison collective. Dans ce cadre, il est difficile de penser les conditions d'existence d'une place publique pensée comme un lieu de discussion et d'argumentation rationnelles. Si ces réserves sont fondées, elles ne sont pas la moindre des tensions entre la position de Mouffe et le principe même des démocraties libérales modernes.



Dans le même temps, nous avons bien conscience qu'une partie de ces limites tiennent au projet de Chantal Mouffe (projet qu'elle souligne à maintes reprises) : elle propose une stratégie de conjoncture pour la gauche, elle n'a aucunement l'ambition d'établir des éléments de programme. Mais nous pouvons légitimement nous demander, même si Mouffe s'en défend, si une telle stratégie n'est pas, par elle-même, incompatible avec l'organisation partidulaire dans les cadres des démocraties libérales modernes.

Chantal Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, trad. P. Colonna d'Istria, Paris, Albin Michel, 2018, 145 p., 14 €.